

membres de la communauté économique et du grand public ne cessent de demander que le gouvernement réduise ses dépenses et qu'il prenne d'autres mesures pour rétablir la confiance dans l'économie canadienne.

On nous a également demandé de donner l'exemple, de mettre de l'ordre dans nos affaires et d'améliorer la position du Canada de façon à garantir qu'à l'avenir nous soyons plus compétitifs, ce qui finira par créer plus d'emplois pour tous les habitants de ce pays. Je pense que notre réponse a été ferme, mais aussi tempérée. Nous sommes résolus à obtenir l'amélioration maximale et à protéger les intérêts des contribuables, tout en réduisant les effets sur les employés pris individuellement.

C'est pourquoi, dans le discours du budget de février, le gouvernement annonçait un train de mesures strictes mais essentielles pour réduire les coûts de ces programmes, le déficit, le taux d'inflation et créer des emplois et améliorer la position concurrentielle du Canada. Ces mesures comprenaient un gel des frais d'exploitation du gouvernement, c'est aussi simple que cela. Par conséquent, les salaires des employés et des gestionnaires fédéraux seront gelés cette année. Les augmentations de salaire seront maintenues à 3 p. 100 cette année et à 3 p. 100 l'an prochain. La rémunération du premier ministre, des ministres et des simples députés aussi sera gelée parce qu'ils doivent faire leur part et ils n'auront aucune augmentation l'an prochain.

Le gouvernement fédéral fait ainsi comprendre aux autres paliers de gouvernement ainsi qu'aux autres employeurs et à leurs employés qu'il entend contrôler ses dépenses et qu'ensemble, nous pouvons empêcher la montée de l'inflation. En fait, d'autres secteurs ont compris le message. Depuis la présentation du budget, sept provinces ont aussi adopté des mesures de limitation des salaires.

Les contribuables veulent que l'on remette de l'ordre dans les finances du pays et ils peuvent constater que les mesures budgétaires commencent à profiter à tous les Canadiens.

Quoique le niveau de chômage n'ait pas encore été ramené à un taux acceptable, comme en témoignent les récentes mises à pied dans les sociétés aériennes, nous avons accompli du progrès. Les taux d'intérêt ont diminué, le nombre de mises en chantier a augmenté ce printemps, signe de santé, les entreprises investissent davantage, les usines ont augmenté leur production et les

statistiques sur le commerce font état d'une amélioration.

Je comprends que certains fonctionnaires et leur syndicat trouvent ce programme de restrictions salariales très dur à accepter. La question n'est pas de savoir ce que méritent les employés, mais plutôt de décider ce que nous devons faire. Je pense que la majorité des fonctionnaires sont des personnes dévouées qui ont des familles à faire vivre comme nous tous, et qu'ils comprennent que ces mesures sont nécessaires. Malheureusement, zéro pour cent est tout ce que peuvent se permettre de leur offrir les contribuables canadiens cette année.

Je sais que les fonctionnaires fédéraux vivent dans un monde bien réel. Ils paient des impôts comme tout le monde. Je suis convaincue que beaucoup d'entre eux, sinon leurs dirigeants syndicaux, comprennent pourquoi le gouvernement a dû prendre des mesures aussi dures et qu'ils l'acceptent. Ils savent que ce sont là des mesures temporaires, mais nécessaires pour limiter la croissance de la masse salariale qui est payée, bien sûr, par tous les contribuables, dont ils font eux-mêmes partie, et ils savent qu'il est important de nous aider à réduire le déficit.

En outre, la plupart des fonctionnaires fédéraux savent qu'ils ont déjà un relativement bon niveau de vie.

• (1630)

Je ne veux rien exagérer mais en fait, les fonctionnaires travaillent dans un environnement sans danger; ils ont un bon régime de retraite; ils gagnent plus, avec un salaire moyen de 33 000 \$ par année, que la moyenne des Canadiens qui gagnent 27 000 \$; ils jouissent également d'une assez grande sécurité d'emploi. En réalité, il n'y a eu que 1 500 mises à pied involontaires au sein de l'effectif de la fonction publique, sur environ 315 000 employés. Malgré le programme quinquennal de réduction appliqué par ce gouvernement, je trouve que la situation est assez bonne.

Je pense que les députés seront d'accord pour dire que peu d'employés, où qu'ils soient, ont de meilleures perspectives d'emploi que ceux de la fonction publique. J'avance sans crainte le chiffre d'un million et demi de chômeurs canadiens, en comptant ceux qui viennent d'être licenciés dans les chemins de fer, qui accepteraient avec bonheur une augmentation de 0 p. 100 cette année, pour avoir un emploi.

De fait, ces emplois sont très recherchés. Près d'un quart de million de Canadiens, plus exactement 222 000, ont fait une demande d'emploi dans la fonction publique